



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques**

Section du Calvados

PERMANENCE :

7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex
3^{ème} étage - Porte 318

fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr

02.31.38.34.61 ou 06.34.56.51.35

**Première Organisation Syndicale dans le Calvados
Depuis la création de la DGFIP**

Retraites : Les 7 et 11 février, prochains temps forts d'une mobilisation qui a encore gagné en ampleur ce 31 janvier

InFO militante Publié mardi 31 janvier 2023 par Valérie Forgeront, L'Info Militante

Il y a eu le 19 janvier, puis ce 31 janvier, encore plus massif et impressionnant tant à Paris qu'en province avec ses 2,5 millions de travailleurs qui ont fait grève ou/et ont manifesté. A l'issue de cette 2e journée nationale interprofessionnelle d'actions contre le projet de réforme des retraites, les huit organisations syndicales et les cinq organisations de jeunesse ont annoncé dans la soirée, au siège de la **confédération FO**, deux nouveaux rendez-vous de mobilisation : les 7 et 11 février. Il s'agira une nouvelle fois de journées de grèves et de manifestations.



D'ici-là et entre ces dates, l'intersyndicale appelle à "multiplier les actions". Dans un communiqué commun lu par la secrétaire confédérale chargée de l'organisation, **Patricia Drevon**, les organisations fustigent le "jusqu'au-boutisme du gouvernement" qui pour l'instant reste "sourd au rejet exprimé par la totalité des organisations syndicales et l'immense majorité des citoyens". L'objectif reste plus que jamais d'obtenir le retrait de cette réforme "injuste et brutale".

Comment qualifier la mobilisation de ce 31 janvier, après avoir évoqué le caractère de "raz-de-marée" pour celle du 19... Cette deuxième journée nationale interprofessionnelle de grèves et de manifestations "a confirmé la très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement" a souligné, en soirée l'intersyndicale (huit organisations de salariés et cinq organisations de jeunesse) annonçant deux nouveaux

temps forts au plan national, par des grèves et manifestations, les mardi 7 et samedi 11 février. Et d'ici là et entre ces dates, l'intersyndicale appelle à "multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève". Dans l'énergie, dont les raffineries, chez les cheminots, dans les transports, etc.... des appels à des actions ont déjà été lancés. **FO** Transports et Logistique appelle par exemple dans ses secteurs (transports marchandises, voyageurs, urbains, ...) à une heure de grève chaque jour à partir du 1er février.

La journée du 31 janvier a montré une nouvelle fois combien les travailleurs, actifs ou retraités, salariés du public ou du privé, sont mobilisés, résolus à obtenir le retrait du projet de réforme des retraites. Et c'est peu de le dire. Ce mardi, la mobilisation a été massive, phénoménale, impressionnante, portant la colère de salariés choqués des attaques contre leurs droits par un projet visant, entre autres le recul à 64 ans de l'âge légal de départ en retraite, l'accélération de la réforme Touraine, la disparition des principaux et grands régimes spéciaux,...

Une mobilisation de plus en plus large et massive

Les travailleurs s'élèvent contre cette réforme, ils ne sont pas les seuls. Les sondages le prouvent, avec au fil des jours des réponses de plus en plus marquées. Ainsi a rappelé ce 31 janvier l'intersyndicale "9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, 2/3 de la population soutiennent les mobilisations. Personne ne s'est laissé tromper par la propagande du gouvernement". Cette réforme, dont le texte -déjà garni de 7 000 amendements- est actuellement examiné par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée et qui sera débattu à partir du 6 février par les députés... fait donc quasi-unanimité contre elle.

Et cela se voit : 500 000 manifestants à Paris (soit 100 000 de plus que le 19 janvier) le 31 janvier sur le parcours Place d'Italie-Place Vauban. Dans les quelque 240 cortèges en province, le même phénomène que le 19 janvier s'est lui confirmé avec une mobilisation plus que massive, y compris dans les villes moyennes, voire petites. Les chiffres ont d'ailleurs sidéré nombre de militants eux-mêmes. A Paris, dans les rangs FO, alors que le cortège, dense, n'avait pas bougé d'un iota à 14h30 - idem une heure plus tard-, une militante annonçait les chiffres au micro et sous les ovations de la foule. 9000 manifestant à Bourges, 65 000 à Nantes, 20 000 à Toulon, 7000 à Agen, 20 000 à Perpignan, 16 000 à Tarbes, 25 000 à Brest, 11 000 à Périgueux...

Autre phénomène aussi, sur tout le territoire, des salariés qui débrayent rarement, voire jamais, sont vent debout contre cette réforme et se mobilisent. "Il y a une vraie volonté d'être contre ce qui se passe" indiquait dans le cortège parisien Olivier, DSC chez Stellantis. Et cela se voit notamment chez les cadres, illustre-t-il "Je vois des salariés non syndiqués, qui n'ont jamais manifesté et qui ne savent pas comment on fait grève, ses modalités, et qui actuellement me demandent des explications."

Les salariés s'organisent aussi afin de faire face à ce que représente pour eux, le coût d'une grève "on fait une grève perlée (à tour de rôle, NDLR) et on a mis en place une caisse de grève" indiquait Bénédicte, professeur d'Histoire-Géo, en lycée à Longjumeau. Près d'elle une collègue tenant une pancarte affichant deux photos : celle d'un prof, à son âge actuel, en milieu de carrière... et celle du même prof, mais à 64 ans, le visage vieilli. Des personnels de Santé à Vierzon ont utilisé aussi ce logiciel qui permet par traitement numérique de vieillir les visages. Les photos se passent de discours... Le slogan de FO "62 ans, c'est déjà trop" prend tout son sens.

"Augmentez les salaires, pas l'âge de la retraite"

Ce 31, comme dans toute manifestation, il y avait à Paris des slogans, des pancartes, des chants, des banderoles. Un mélange où la fermeté solennelle, tel le "PasUnJourDePlus" côtoyait l'humour noir, signe des angoisses face au projet de réforme. "Je ne veux pas être une mémé stressée", " la retraite avant l'arthrite", "ton ultime bail : la mort au travail"... Hospitaliers, agents de la RATP, profs, salariés de la Grande distribution, d'Engie, de Veolia, d'Alstom, cheminots, métallos, pompiers, hôtesses de l'air, salariés du nettoyage, personnels de la Défense, des finances, personnels de l'Insee... Tous étaient venus dire "Non" à cette réforme. Et là encore des pancartes exprimaient le souci actuel, ainsi celle notant "fragile comme des droits sociaux" ou celle encore indiquant "Augmentez les salaires, pas l'âge de la retraite". Certaines soulevaient le malaise face à la politique notamment fiscale menée envers les entreprises, "Suppression de la CVAE, encore des cadeaux pour les entreprises". Et, en phase avec l'actualité du week-end, une pancarte résumait les choses "Ni amendable, ni négociable : retrait".

"Il faut que le gouvernement nous entende !"

Une forme de réponse aux propos de la Première ministre qui se week-end a déclaré que "les 64 ans ne sont plus négociables". L'intersyndicale a répondu elle aussi ce 31 janvier "Les organisations syndicales n'acceptent pas les

propos tenus par la Première ministre" a-t-elle souligné. Et de remettre les pendules à l'heure : "Pour les organisations syndicales le recul de l'âge de départ n'a jamais été négociable ! Les propositions alternatives formulées par elles sont toutes restées lettre morte !"

Dans le cortège parisien, le secrétaire général de FO déclarait que les propos de la Première ministre, entre autres, participent d'un "tir de barrage" du gouvernement. Et Frédéric Souillot de rappeler avec humour "à chaque fois que le gouvernement prend la parole pour essayer d'expliquer son projet de réforme, on gagne deux points dans les sondages ! Alors qu'il continue de l'expliquer ! La Première ministre a bien fait de tenir ses propos dimanche, les remontées de prévisions de mobilisation que nous avons reçues juste après étaient encore meilleures que ce que l'on avait déjà !".

La journée interprofessionnelle du 31 janvier a plus que confirmé ces prévisions. "Aujourd'hui, il faut que le gouvernement nous entende !", insistait le secrétaire général de FO indiquant que l'organisation va aussi "continuer de s'adresser aux parlementaires. On a déjà publié une circulaire/argumentaire avec les propositions que nous avons faites pendant les concertations". Et celle sera un point d'appui "pour les camarades lorsqu'ils rencontreront les députés".

Valérie Forgeront, Journaliste à L'inFO militante



RETOUR SUR LES MANIFESTATIONS

28000 à Caen

2700 à Lisieux

1500 à Bayeux

100 à Vire

